



REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

Version 2017

DEFINITION

Assainissement: évacuation et traitement des eaux usées

ABREVIATIONS

ASMFA	Association suisse des maîtres ferblantiers et appareilleurs
LAEE	Loi cantonale sur l'alimentation en eau
LC	Loi sur les constructions
LCPE	Loi cantonale sur la protection des eaux
LEaux	Loi fédérale sur la protection des eaux
LiCCS	Loi sur l'introduction du Code civil suisse
LPJA	Loi sur la procédure et la juridiction administratives
OEaux	Ordonnance fédérale sur la protection des eaux
OPE	Ordonnance cantonale sur la protection des eaux
OED	Office de la protection des eaux et de la gestion des déchets
ORED	Union des villes suisses / Organisme pour les problèmes d'entretien des routes, d'épuration des eaux usées et d'élimination des déchets
PGC	Projet général de canalisations
PGEE	Plan général d'évacuation des eaux
ROA	Règlement d'organisation et d'administration
SIA	Société suisse des ingénieurs et des architectes
SN	Norme suisse
SSIGE	Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux
STEP	Station d'épuration des eaux usées
UR	Unité de raccordement au sens des directives de la SSIGE
VSA	Association suisse des professionnels de la protection des eaux

TABLE DES MATIERES

I. GENERALITES

Article 1	Tâches de la commune
Article 2	Organe compétent
Article 3	Evacuation des eaux du territoire communal
Article 4	Equipement technique
Article 5	Plan des canalisations
Article 6	Conduites publiques
Article 7	Branchements d'immeubles
Article 8	Installations d'assainissement privées
Article 9	Droits de passage des conduites
Article 10	Protection des conduites publiques
Article 11	Autorisations en matière de protection des eaux
Article 12	Exécution

II. OBLIGATION DE RACCORDEMENT, PRETRAITEMENT, PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 13	Obligation de raccordement
Article 14	Constructions et installations existantes
Article 15	Prétraitement des eaux usées nocives
Article 16	Principes généraux en matière d'évacuation des eaux des biens-fonds
Article 17	Lavage de véhicules à moteur
Article 18	Installations d'évacuation des eaux des biens-fonds
Article 19	Installations d'épuration individuelles et fosses à purin
Article 20	Zones et périmètres de protection des eaux souterraines, zones de protection des eaux de source

III. CONTROLE DES OUVRAGES

Article 21	Contrôle des ouvrages
Article 22	Obligations des particuliers
Article 23	Modifications de projets

IV. EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Article 24	Interdiction de déversement
Article 25	Résidus provenant d'installations d'assainissement
Article 26	Responsabilité
Article 27	Entretien et nettoyage

V. FINANCEMENT

Article 28	Financement de l'assainissement
------------	---------------------------------

Article 29	Couverture des frais et établissement des coûts
Article 30	Taxes de raccordement
Article 31	Taxes périodiques
Article 32	Entreprises industrielles, artisanales et de services
Article 33	Exigibilité, paiement de l'acompte, délai de paiement
Article 34	Recouvrement et taxes
Article 35	Débiteurs
Article 36	Droit de gage immobilier de la commune

VI. PEINES, VOIES DE DROIT, DISPOSITIONS FINALES

Article 37	Infractions au règlement et déversements illicites
Article 38	Voies de droit
Article 39	Dispositions transitoires
Article 40	Entrée en vigueur et adaptations des installations existantes

La commune municipale de Saicourt, vu

- le règlement d'organisation de la commune (RO)
- la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux) et les dispositions d'application y relatives
- la loi cantonale sur la protection des eaux (LCPE)
- l'ordonnance cantonale sur la protection des eaux (OPE)
- la loi cantonale sur l'alimentation en eau (LAEE)
- la législation sur les constructions
- la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)

édicte le présent

REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

I. GENERALITES

Champ d'application

Le présent règlement s'applique au bassin versant « Birse » de la commune.
Seuls les points marqués « Bellelay » s'applique au bassin versant « Sorne »

Article 1

Tâches de la commune

¹ La commune organise et surveille l'assainissement ainsi que le traitement des eaux usées et des boues d'épuration des installations privées sur l'ensemble de son territoire.

² Elle élabore les projets d'installations publiques d'assainissement, établit celles-ci, les exploite et les renouvelle.

³ L'élaboration des projets d'installations publiques d'assainissement et leur réalisation peuvent être confiées par voie contractuelle aux propriétaires fonciers intéressés

⁴ « Bellelay » : la commune peut déléguer la totalité ou une partie de ses tâches à un regroupement de communes, un syndicat ou un autre organisme similaire. Les statuts et règlements de cet organe remplacent le présent règlement.

Article 2

Organe compétent

¹ Le Conseil municipal assure la réalisation et le contrôle des mesures de protection des eaux. Pour ce faire, il peut déléguer ses tâches à des bureaux spécialisés (ingénieurs ou géomètres). Les délégations feront l'objet de contrats de prestations incluant les tâches et les responsabilités. Les bureaux spécialisés sont sous l'autorité du Conseil municipal.

² Le Conseil municipal est compétent pour :

- a) instruire les demandes d'autorisation en matière de protection des eaux (notamment dans le cadre des procédures de permis de construire) et statuer sur ces demandes dans le cadre des attributions dévolues à la commune en matière d'autorisations;
- b) approuver le plan des canalisations de tous les projets faisant l'objet d'une demande de permis de construire et les éventuels ouvrages spéciaux (avant le début des travaux de construction);
- c) contrôler ou faire contrôler les ouvrages;
- d) contrôler si les installations d'évacuation et d'infiltration sont entretenues et exploitées dans les règles de l'art;
- e) contrôler l'élimination des boues provenant des installations d'assainissement privées;
- f) contrôler l'entretien et le renouvellement des installations d'entreposage des engrais de ferme;
- g) prendre des décisions (en particulier des décisions de raccordement et des décisions portant sur la suppression d'installations non conformes aux prescriptions ou le rétablissement de l'état conforme à la loi);
- h) collecter les données nécessaires au calcul des taxes.
- i) Remplir les autres tâches légales à moins que cette compétence ne soit conférée à un autre organe.

Article 3

Evacuation des eaux
du territoire
communal

¹ L'évacuation des eaux du territoire communal est régie par la planification générale d'évacuation des eaux (PGEE).

Equipement technique	<p>Article 4</p> <p>¹ A l'intérieur des zones à bâtir, l'équipement technique est régi par les dispositions de la législation cantonale sur les constructions et le règlement de construction, ainsi que par les plans d'affectation de la commune.</p> <p>² A l'extérieur des zones à bâtir, la commune assure uniquement l'équipement technique des secteurs publics d'assainissement.</p> <p>³ Les coûts afférents à la réalisation des installations d'évacuation et d'épuration des eaux usées des secteurs d'assainissement privés et des immeubles isolés sont à la charge des propriétaires fonciers.</p>
Plan des canalisations	<p>Article 5</p> <p>¹ La commune établit et met à jour régulièrement un plan des canalisations existantes (cadastre) indiquant les installations publiques et les nouvelles installations privées d'assainissement. Toutes les canalisations publiques et privées font l'objet d'un relevé sur support électronique par un bureau spécialisé mandaté par la commune. Les émoluments des relevés sont à la charge des propriétaires fonciers.</p> <p>² Elle établit en outre l'inventaire des installations d'infiltration.</p> <p>³ La commune conserve les plans d'exécution des installations d'assainissement publiques et privées.</p> <p>⁴ « Bellelay » : l'organe responsable remet les mises à jour au format numérique pour la mise à jour du portail Internet.</p>
Conduites publiques	<p>Article 6</p> <p>¹ Les conduites destinées à l'équipement général et à l'équipement de détail et celles desservant les secteurs publics d'assainissement sont des conduites publiques.</p> <p>² La commune élabore les projets de conduites publiques et réalise ces dernières conformément au programme d'équipement. A défaut d'un tel programme, elle fixe le moment de la réalisation selon sa juste appréciation et d'entente avec les autres responsables de l'équipement.</p> <p>³ La conclusion d'un contrat de prise en charge de l'équipement par les propriétaires fonciers qui désirent construire est réservée.</p> <p>⁴ Les conduites publiques restent la propriété de la commune, qui en assure l'entretien et le renouvellement.</p>

Article 7

Branchements
d'immeubles

¹ Les branchements d'immeubles sont des conduites privées qui relient un bâtiment ou un groupe de bâtiments, au sens du 2e alinéa, au réseau public.

² Est considérée comme branchement d'immeubles communs la conduite desservant un groupe de bâtiments faisant partie d'un même ensemble, même si le terrain est divisé en plusieurs parcelles. Les plans d'affectation de la commune sont réservés.

³ Sont également considérées comme branchements d'immeubles communs au sens du présent règlement les conduites à réaliser en tant qu'installations d'assainissement privées (art. 8).

⁴ Les coûts de réalisation des branchements d'immeubles sont à la charge des propriétaires fonciers. Il en est de même pour l'adaptation de branchements d'immeubles existants si l'ancienne conduite publique est supprimée ou déplacée ou que le système d'assainissement est modifié.

⁵ Les branchements d'immeubles restent la propriété des propriétaires fonciers, qui en assurent l'entretien et le renouvellement.

Article 8

Installations
d'assainissement
privées

¹ Lorsque la commune n'est pas tenue d'assurer l'équipement technique ou sa mise en conformité, en vertu de la loi sur les constructions (LC), de l'ordonnance cantonale sur la protection des eaux (OPE) ou du présent règlement, il incombe aux propriétaires fonciers de construire des installations communes d'assainissement.

Article 9

Droits de passage
des conduites

¹ Les droits de passage de conduites publiques et autres limitations de propriété pour les constructions et installations concernées (comme les ouvrages spéciaux et les constructions annexes) sont garantis dans la procédure de droit public ou par des contrats de servitude.

² Les dispositions concernant la procédure relative aux plans de quartier s'appliquent à la procédure de droit public. Le conseil municipal décide du plan de quartier.

³ Les droits de passage de conduites et les autres restrictions à la propriété n'ouvrent droit à aucune indemnité. Est réservé l'octroi d'indemnités à raison des dommages causés par la réalisation et l'exploitation de conduites publiques, constructions et installations au sens du 1er alinéa, ainsi que d'indemnités à raison d'expropriation ou de restrictions à la propriété équivalant à une expropriation.

⁴ L'acquisition des droits de passage de conduites pour des branchements d'immeubles incombe aux propriétaires fonciers.

Protection des
conduites publiques

Article 10

¹ Les conduites d'assainissement publiques, les ouvrages spéciaux afférents et les installations annexes sont protégées lorsqu'une procédure de droit public garantissant leur implantation a été conduite.

² En règle générale, les constructions ne peuvent être édifiées à moins de 4 m de part et d'autre des conduites existantes et projetées. Le Conseil municipal peut cependant prescrire une distance plus importante lorsque la sécurité de la conduite l'exige.

³ L'implantation de constructions à une distance inférieure à celle fixée ci-dessus ou à l'intérieur de l'emprise de la conduite publique nécessite une autorisation du Conseil municipal, qui peut prescrire la réalisation d'ouvrages permettant d'entretenir correctement les conduites et de les renouveler le cas échéant. Si la commune n'est pas propriétaire de la conduite, il faut solliciter l'accord du propriétaire de l'ouvrage.

⁴ Au surplus, les dispositions relatives à la zone bâtie sont applicables.

⁵ Le déplacement de conduites publiques, ainsi que de constructions et installations, dont le passage ou l'implantation sont garantis par une procédure de droit public, n'est autorisé que si la solution trouvée respecte les règles de l'art. Le propriétaire du terrain grevé qui demande le déplacement ou qui en est la cause, en supportera les frais. Dans le cas de droits de passage ou d'emplacements garantis par le droit privé, le déplacement et les frais qui en résultent sont régis par les contrats de servitude.

Article 11

Autorisations en
matière de
protection des eaux

¹ Les projets soumis à autorisation, le dépôt de la demande et la procédure sont régis par l'OPE.

Article 12

Exécution

¹ L'exécution des prescriptions et décisions est régie par les dispositions des législations fédérale et cantonale sur la protection des eaux.

² Les décisions visent en premier lieu le propriétaire des installations ou celui qui les exploite [également dénommée „particulier(s)“ dans le présent règlement].

II. OBLIGATION DE RACCORDEMENT, PRETRAITEMENT, PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 13

Obligation de raccordement

¹ L'obligation de raccordement de constructions et d'installations est régie par les dispositions de la législation fédérale sur la protection des eaux.

Article 14

Constructions et installations existantes

¹ A l'intérieur de la zone desservie par des canalisations publiques et des canalisations privées servant à des fins publiques, les branchements d'immeubles doivent être établis ou adaptés au moment où les canalisations collectrices destinées au bassin versant sont posés ou modifiés.

² Le Conseil municipal délimite le bassin versant d'une conduite selon sa juste appréciation. S'il faut établir des branchements d'immeubles communs, l'article 8 est applicable.

³ Au surplus, les dispositions de l'OPE sont applicables.

Article 15

Prétraitement des eaux usées nocives

¹ Les rejets qui ne satisfont pas aux conditions de déversement dans la canalisation ou qui nuisent aux processus d'épuration de la STEP doivent être éliminés d'une autre manière ou prétraités par des procédés spéciaux, aux frais des responsables, avant d'être déversés dans la canalisation. Ces procédés nécessitent une autorisation de l'OPED.

Article 16

Principes généraux en matière d'évacuation des eaux des biens-fonds

¹ Les branchements d'immeubles, les canalisations et les installations annexes ne peuvent être réalisés que par des professionnels qualifiés. Si l'entrepreneur ne peut justifier des connaissances techniques nécessaires et de l'expérience professionnelle voulue, la commune doit se charger, aux frais des particuliers et en plus du contrôle usuel, de toutes les mesures de vérification, telles que l'essai d'étanchéité et la télé-inspection de la canalisation, qui sont indispensables pour pouvoir contrôler la conformité aux prescriptions et aux directives applicables.

² Les **eaux pluviales** (provenant des toits, des routes [publiques et privées], des trottoirs, des voies d'accès à des immeubles, des chemins, des aires de stationnement et d'autres surfaces de ce type) et les **eaux claires parasites** (eaux claires permanentes ou saisonnières, telles que les eaux de fontaine, les eaux d'infiltration, les eaux souterraines, les eaux de source et les eaux de refroidissement non polluées) sont soumises au régime suivant:

- a) Les **eaux pluviales** non polluées et les **eaux claires parasites** ne seront, dans la mesure du possible, pas collectées. Lorsque les circonstances locales le permettent, elles seront infiltrées. En cas d'impossibilité technique, elles seront déversées dans les eaux de surface. Si ces deux possibilités sont exclues, ces eaux seront évacuées par le réseau d'assainissement. Dans ce cas, les dispositions relatives au système séparatif et au système unitaire sont applicables.
- b) L'**infiltration** d'eaux pluviales et d'eaux parasites est régie par les directives de l'OED concernant l'infiltration des eaux pluviales et des eaux claires parasites.
- c) Pour autant que cela soit nécessaire, des mesures de rétention seront prises en cas d'évacuation d'**eaux pluviales** par le réseau d'assainissement (système séparatif ou unitaire).
- d) Les **eaux claires parasites** ne doivent pas être évacuées vers la STEP. Si elles ne peuvent être ni infiltrées ni déversées dans les eaux de surface ni dans la canalisation d'eaux pluviales ou d'eaux claires parasites, elles ne doivent pas être collectées.

³ Le **système séparatif** consiste à évacuer dans des canalisations séparées les eaux usées polluées et celles qui ne le sont pas. Les eaux usées polluées seront conduites vers la STEP par la canalisation d'eaux résiduaires, tandis que les eaux pluviales et les eaux claires parasites seront déversées dans la canalisation d'eaux pluviales.

⁴ Le **système unitaire** permet d'évacuer dans la même canalisation les eaux usées polluées et les eaux pluviales, mais sans y introduire des eaux claires parasites. Ces dernières seront déversées dans la canalisation d'eaux claires parasites. Si ce n'est pas possible, le 2e alinéa, lettre d) est applicable.

⁵ Les eaux résiduaires, les eaux pluviales et les eaux claires parasites seront évacuées séparément jusqu'à l'extérieur de l'immeuble. De ce dernier jusqu'à la canalisation publique, les eaux usées seront évacuées conformément au système d'évacuation du PGEE. En l'absence de PGEE, l'assainissement du bien-fonds se fera par des canalisations séparées selon qu'il s'agit d'eaux résiduaires ou d'eaux pluviales.

⁶ Dans le cas de la procédure d'octroi d'une autorisation en matière de protection des eaux, le Conseil municipal détermine le mode d'assainissement.

⁷ Dans le système séparatif, les eaux pluviales provenant des places d'entreposage et des places de manutention non couvertes où des substances peuvent avoir pollué les eaux seront en principe déversées dans la canalisation d'eaux résiduaires. L'OED statue sur la nécessité d'un prétraitement de ces effluents.

⁸ Dans le système séparatif, les places de lavage de voitures auront une surface limitée et indépendante des autres surfaces. Elles seront raccordées à la canalisation d'eaux résiduaires et, si possible, couvertes.

⁹ Les eaux usées polluées provenant d'exploitations agricoles seront évacuées conformément aux instructions de l'OED.

¹⁰ En ce qui concerne les piscines, les eaux de douche, des bassins, de rinçage des filtres et de nettoyage des bassins seront déversées dans la canalisation d'eaux résiduaires du système séparatif ou dans la canalisation d'eaux mélangées du système unitaire. Dans la mesure du possible, le contenu des bassins sera infiltré ou devra être évacué vers le milieu récepteur ou dans la canalisation d'eaux pluviales; les modalités de prétraitement sont fixées dans l'autorisation en matière de protection des eaux.

¹¹ Les eaux résiduaires de l'industrie et de l'artisanat seront déversées dans la canalisation d'eaux résiduaires ou dans la canalisation d'eaux mélangées; elles seront prétraitées conformément aux directives de l'OPED.

¹² L'OPED détermine le milieu récepteur dans lequel les eaux épurées peuvent être rejetées

Article 17

Lavage de véhicules
à moteur

¹ Il est interdit de laver les véhicules à moteur et les machines en dehors des places autorisées et prévues pour cet usage.

Installations
d'évacuation des
eaux des biens-
fonds

Article 18

¹ La conception et la réalisation d'installations d'évacuation des eaux des biens-fonds, telles que les canalisations et les installations d'infiltration, sont régies par les dispositions légales et par les normes, directives, instructions et recommandations applicables, en particulier par la norme SN 592000 de la VSA et de l'ASMFA, par la recommandation SIA V 190 relative aux canalisations et par la planification générale des canalisations (PGC/PGEE) ainsi que par les notices y relatives de l'OED.

² Dans la zone de reflux des canalisations publiques, le système d'assainissement des caves des immeubles doit être pourvu de vannes anti-reflux.

Installations
d'épuration
individuelles et
fosses à purin

Article 19

¹ Les installations d'épuration individuelles et les fosses à purin sont régies par les instructions et directives du canton et de la Confédération, en particulier par les instructions pratiques pour la protection des eaux dans l'agriculture et les directives de l'OED concernant la conception, la construction et l'entretien des fosses à purin.

² La rénovation ou le remplacement de stations d'épuration individuelles sont soumis à l'autorisation de l'OED.

Zones et périmètres
de protection des
eaux souterraines,
zones de protection
des eaux de source

Article 20

¹ Dans les zones et périmètres de protection des eaux souterraines ainsi que dans les zones de protection des eaux de source, il convient en outre d'observer les dispositions particulières figurant dans les règlements des zones de protection y afférents et, le cas échéant, dans l'autorisation en matière de protection des eaux.

III. CONTROLE DES OUVRAGES

Contrôle des
ouvrages

Article 21

¹ Lors de l'exécution des projets autorisés et après leur achèvement, le Conseil municipal veille à ce que leur conformité aux prescriptions légales et aux dispositions de l'autorisation en matière de protection des eaux soit contrôlée. En particulier, il y a lieu de procéder à la réception des branchements d'immeubles avant qu'ils ne soient recouverts et aux installations d'infiltration avant qu'elles ne soient mises en service. Les frais sont à charge du maître d'ouvrage.

² Dans les cas difficiles, il est possible de faire appel à des spécialistes de l'OED ou, si des circonstances particulières le justifient, recourir

aux services d'experts privés.

³ La commune et les personnes au bénéfice d'une autorisation communale ont libre accès aux ouvrages et installations d'assainissement.

⁴ La commune qui contrôle et réceptionne les installations, équipements ou travaux n'engage pas sa responsabilité quant à leur qualité et à leur conformité aux prescriptions légales; les particuliers ne sont notamment pas exemptés de l'obligation de prendre d'autres mesures de protection en cas d'insuffisance de l'épuration ou d'autres risques d'altération de la qualité des eaux.

⁵ Le Conseil municipal fixe les contrôles après travaux de cas en cas selon les directives en matière d'assainissement en vigueur.

⁶ Le Conseil municipal adresse à l'OED une déclaration concernant l'exécution des charges énoncées dans les autorisations cantonales en matière de protection des eaux.

⁷ La procédure est fixée dans l'annexe A au présent règlement. Celle-ci est du ressort du Conseil municipal.

Article 22

Obligations des
particuliers

¹ La commune sera avisée à temps du début des travaux de construction ou d'autres travaux, afin que les contrôles puissent être exercés de manière efficace. Il y a lieu, au préalable, de soumettre, pour approbation, le dossier du projet.

² Avant que les installations et équipements ne soient recouverts et que ceux-ci ne soient mis en service, la commune sera avisée pour qu'elle puisse procéder au contrôle des installations.

³ Les plans d'exécution mis à jour doivent être produits au moment de la réception.

⁴ La réception fera l'objet d'un rapport au plus tard dans les 3 mois après mise en service.

⁵ Quiconque néglige ses obligations et fait ainsi obstruction au contrôle supporte le surcoût qui en résulte.

⁶ Les émoluments et les dépenses afférentes aux contrôles et à la mise à jour du cadastre des conduites doivent être remboursés à la commune selon le tarif applicable.

Article 23

Modifications de projets

¹ Toute modification importante d'un projet autorisé nécessite l'accord préalable de l'autorité compétente. Sont considérés en particulier comme modifications importantes le changement de site des installations d'assainissement, la modification du mode d'assainissement, du système d'épuration des installations individuelles ou du dimensionnement des conduites d'amenée ou de rejet, l'utilisation d'autres matériaux de construction, ainsi que toute modification affectant le degré d'épuration, la sécurité de l'exploitation ou la capacité des installations.

² S'il s'agit d'une modification de projet au sens de la législation sur les constructions, les prescriptions correspondantes sont applicables.

³ Un remplacement de canalisation suite à des dégâts n'est pas assimilé à une modification. Seule l'obligation de mise à jour des plans (si pas à jour) par la commune reste obligatoire, ainsi que le paiement des frais en découlant.

IV. EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Article 24

Interdiction de déversement

¹ Il est interdit de déverser dans la canalisation des substances susceptibles d'endommager les installations ou de nuire aux processus d'épuration de la STEP, à la qualité des boues d'épuration ou à celle des eaux usées épurées.

² En particulier, il est interdit de déverser les substances suivantes:

- déchets solides et liquides,
- eaux usées qui ne satisfont pas aux exigences de l'ordonnance fédérale sur la protection des eaux,
- substances toxiques, infectieuses ou radioactives,
- substances explosives ou inflammables, telles que l'essence, les solvants, etc.,
- acides et bases,
- huiles, graisses, émulsions,
- matières solides, telles que sable, terre, litières pour chats, cendres, ordures ménagères, textiles, boues contenant du ciment, copeaux de métal, boues de ponçage, déchets de cuisine, déchets d'abattoir, etc.,
- gaz et vapeurs de toute nature,
- purin, jus de fumier et d'ensilage,
- petit-lait, sang, débris de fruits et de légumes et autres déchets provenant de la préparation de denrées alimentaires et de

boissons (à l'exception des quantités autorisées cas par cas),

- eau chaude susceptible de porter l'eau de la canalisation à une température supérieure à 40 ° C.

³ Les broyeurs d'évier sont interdits.

⁴ Au surplus, l'article 15 est applicable.

Article 25

Résidus provenant
d'installations
d'assainissement

¹ L'évacuation des eaux usées ménagères non agricoles provenant de stockeurs (fosses sans trop-plein) et des boues provenant d'installations d'assainissement ne peut se faire que par une entreprise spécialisée, mandatée par la commune.

² Les résidus de stockeurs et d'installations d'assainissement ne peuvent être valorisés dans l'agriculture que moyennant une dérogation de l'OED.

Article 26

Responsabilité

¹ Les propriétaires des installations d'assainissement privées répondent de tout dommage résultant des défauts desdites installations, d'un vice de construction ou d'un mauvais entretien. Ils sont aussi tenus de réparer les dommages causés par leurs installations si celles-ci ne sont pas conformes aux dispositions du présent règlement.

² La commune répond uniquement des dommages causés par des reflux résultant de défauts affectant les installations publiques d'assainissement. La capacité limitée des installations ne constitue pas un vice si elle est conforme aux normes techniques reconnues.

³ Toutes sources d'eaux, sources privées, eaux résiduelles pour les WC, ou autres, se déversant dans les conduites des eaux usées doivent être annoncées. En cas de non-respect, les frais seront calculés et facturés sur les 5 années précédentes sur la base du règlement tarifaire.

Article 27

Entretien et
nettoyage

¹ Toutes les installations d'assainissement et d'infiltration doivent être maintenues en bon état d'entretien et de fonctionnement.

² Les branchements d'immeubles et tous les équipements de rétention, d'infiltration, de prétraitement et d'épuration des eaux usées réalisés par des particuliers (notamment les petites stations d'épuration mécano-biologiques) doivent être entretenus et nettoyés périodiquement par les propriétaires ou les utilisateurs.

³ En cas d'inobservation de ces prescriptions et après sommation restée sans effet, le Conseil municipal peut faire procéder d'office à l'exécution des mesures nécessaires, aux frais du contrevenant. Au surplus, l'article 12 est applicable.

V. FINANCEMENT

Article 28

Financement de
l'assainissement

¹ La commune finance l'assainissement public par les

- a. taxes uniques (taxes de raccordement);
- b. taxes périodiques (taxe de base, taxe de consommation d'eau, taxe de déversement d'eaux pluviales);
- c. subventions de la Confédération et du canton selon la législation spéciale;
- d. autres contributions de tiers.

² Conformément aux dispositions reprises ci-après:

- a. l'assemblée communale arrête sur proposition du conseil municipal, le montant des taxes de raccordement dans un règlement tarifaire.
- b. le conseil municipal arrête dans une ordonnance sur les taxes
 1. l'adaptation des taxes de raccordement à l'indice bernois des coûts de construction;
 2. la taxe de base, la taxe de consommation et la taxe de déversement des eaux pluviales

Article 29

Couverture des frais
et établissement des
coûts

¹ Les taxes doivent être fixées de manière à ce que les recettes totales de la commune selon l'article 28 couvrent les dépenses d'exploitation (y compris les intérêts) et d'entretien ainsi que les attributions au financement spécial en vertu du 2e alinéa.

² Les attributions au financement spécial selon l'article 25 LCPE sont à utiliser en priorité à des fins d'amortissement. En vertu de l'article 32 OPE, les attributions sont, par an, d'au moins 60% de la somme des valeurs suivantes :

- 1.25% de la valeur actuelle de remplacement des canalisations communales,
- 3% de la valeur actuelle de remplacement des canalisations communales,
- 2% de la valeur actuelle de remplacement des ouvrages spéciaux communaux tels que les bassins d'eaux pluviales et les stations de pompage.

³ La TVA sera perçue sur ces montant et portée en compte.

Taxes de
raccordement

Article 30

¹ Pour couvrir les coûts d'investissement relatifs à la réalisation et à l'adaptation des installations, une taxe de raccordement est perçue auprès de tout assujetti au branchement d'un bien-fonds.

² La taxe de raccordement d'eaux résiduelles sera perçue sur la base des unités de raccordement (UR), conformément aux directives de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE) [cf. déclaration d'installation en annexe].

³ En cas de déversement d'eaux pluviales (provenant des cours, des toits et des routes d'accès aux bâtiments et installations à compter de la route publique ou à usage public) dans la canalisation, une taxe de raccordement supplémentaire assise sur le nombre de m² de la surface drainée sera perçue.

⁴ En cas d'augmentation du nombre d'UR ou d'extension de la surface drainée, une taxe supplémentaire devra être payée.

⁵ En cas de diminution du nombre d'UR ou de la surface drainée ou encore de démolition (sans reconstruction), il ne sera en aucun cas procédé au remboursement des taxes acquittées.

⁶ En cas de reconstruction d'un bâtiment incendié ou démoli, les taxes de raccordement payées précédemment seront prises en compte dans la limite du montant dû en vertu du présent règlement pour autant que les travaux soient entrepris dans le délai de 5 ans. La personne qui sollicite la prise en compte doit apporter la preuve du paiement des taxes.

⁷ Les propriétaires des bâtiments et installations raccordés ou qui doivent être raccordés au réseau d'assainissement sont tenus d'indiquer le nombre d'UR et le nombre de m² de surface drainée lors du dépôt de la demande de permis de construire. Ils sont tenus de signaler spontanément toute augmentation de ces valeurs à l'administration communale.

Article 31

Taxes périodiques

¹ Des taxes périodiques (taxes de base, taxes de consommation d'eau et taxes de déversement d'eaux pluviales) sont perçues pour couvrir les attributions au financement spécial et le coût d'exploitation (y compris les intérêts).

² Sur une période de 5 ans, le produit des taxes de base et des taxes de déversement d'eaux pluviales représente 50 à 60% du total et celui

des taxes de consommation d'eau 40-50%.

³ La taxe de base est assise sur le nombre d'appartements. Les immeubles non-habités (artisanat, menuiseries, ateliers ou entrepôts) sont assimilés à un appartement. Pour les industries, la taxe de base sera fixée de cas en cas par le Conseil municipal en équivalant appartement.

⁴ La taxe de déversement est assimilée à la consommation d'eau. L'article 32 est réservé.

⁵ Toute personne raccordée au réseau d'assainissement et qui s'alimente en eau en tout ou en partie à une source autre que le réseau public d'adduction doit faire installer par le service des eaux un dispositif de mesure de volume prélevé, qui sera posé à ses frais. Sinon, la taxe est assise sur une estimation de la consommation d'eau. Le Conseil municipal procède à cette estimation sur une base de données statistique concernant des consommateurs de nature comparable.

⁶ Une taxe supplémentaire assise sur le nombre de m² de surface drainée est perçue en cas de déversement, dans la canalisation, d'eaux pluviales provenant de cours et de toits ainsi que de routes communales et de routes privées.

⁷ Une taxe supplémentaire assise sur le nombre de m³ est perçue en cas de déversement d'eaux claires parasite dans la canalisation (cf. article 16, alinéa 2).

Article 36

Droit de gage
immobilier

¹ Pour ses créances exigibles sur des taxes de raccordement, la commune est au bénéfice d'une hypothèque légale grevant l'immeuble raccordé, conformément à l'article 109, 2e alinéa, chiffre 6 LiCCS

VI. PEINES, VOIES DE DROIT, DISPOSITIONS FINALES**Article 37**

Infractions au
règlement

¹ Les infractions au présent règlement ainsi qu'aux décisions prises en vertu de celui-ci seront punies d'une amende de 5'000 francs au maximum. Celle-ci relève de la compétence du Conseil municipal.

² L'application des dispositions pénales fédérales ou cantonales est réservée.

³ Quiconque omet son devoir d'annonce (demande de permis, contrôle des installations, sources privées, relevé des conduites et mises à jour des plans) assumera entièrement les conséquences financières de la mise en conformité.

⁴ Quiconque évacue sans autorisation des eaux usées (eaux résiduaires, eaux mélangées, eaux pluviales et eaux claires parasites) dans les conduites publiques versera à la commune les taxes impayées et les intérêts moratoires correspondants.

Article 38

Voies de droit

¹ Les décisions des autorités communales peuvent faire l'objet d'un recours administratif dans les 30 jours à compter de la notification. Le recours doit être présenté par écrit et contenir les conclusions et les motifs.

² En outre, les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administrative sont applicables.

Article 39

Dispositions
transitoires

¹ Les taxes uniques venant à échéance avant l'entrée en vigueur du présent règlement seront perçues selon l'ancien droit (base de taxation, taux des taxes). En outre, les dispositions légales du présent règlement, relatives aux taxes sont applicables sans restriction.

Certificat de dépôt public

La secrétaire municipale certifie avoir déposé officiellement et publiquement le présent règlement du 8 novembre 2017 au 11 décembre 2017 (soit durant 30 jours avant l'assemblée municipale). Elle a publié le dépôt dans la Feuille officielle d'avis du district de Moutier no 40 du 8 novembre 2017.

Durant le délai, aucune opposition n'a été déposée.

Le Fuet, le 25 janvier 2018.

La secrétaire municipale

P. Paroz